

Tarif des émoluments administratifs

du 09.01.1968 (version entrée en vigueur le 01.01.2026)

Le Conseil d'Etat du canton de Fribourg

Vu la loi du 9 février 1924 concernant le tarif des émoluments de chancellerie ;

Sur la proposition de la Direction des finances et de la Chancellerie d'Etat,

Arrête :

Art. 1

Les émoluments à percevoir pour les actes émanant du Grand Conseil, du Conseil de la magistrature, du Conseil d'Etat, du Tribunal cantonal, des Directions et de la Chancellerie cantonale sont fixés, selon le tarif suivant, sans préjudice des taxes et émoluments prévus dans les lois, des droits de timbre et d'enregistrement, des frais et débours :

Concessions, autorisations, approbations

Fr.

- | | | |
|----|---|----------|
| 1. | Concession ou autorisation
d'utilisation du domaine public des
eaux | 100–5000 |
|----|---|----------|

Fr.

- | | | |
|----|--|----------|
| 2. | Concession de fouilles et d'exploitation de mines et carrières, gravières, exploitation de matériaux de cours d'eau | 100–5000 |
| 3. | Octroi ou renouvellement des diverses patentes prévues par la législation sur les établissements publics : | |
| | a)... | |
| | b)... | |
| | c)... | |
| 4. | ... | |
| 5. | Autorisations accordées aux communes et personnes morales de droit public placées sous la surveillance de l'Etat (autorisations de financement ou à caractère financier) | 150–3500 |
| 6. | a) Examen et approbation de plans d'aménagement, d'alignement, des limites de construction, de parcellement et d'autres plans semblables ainsi que de la modification de | |

Fr.

	ces plans, lorsque ces opérations sont effectuées par des services et organes dépourvus d'un tarif propre en la matière	400–10 000
b)	Examen et approbation de plans de constructions, de reconstruction, d'aménagement et de corrections de routes communales, trottoirs, ponts, canalisations, objets édilitaires sur routes cantonales, etc.	100–2000
c)	...	
d)	Autorisation de restrictions durables à la circulation sur les routes communales et les chemins publics de dévestiture	100–2000
e)	Etudes pour signalisation sur les routes communales et les chemins publics de dévestiture	100–2000
f)	...	
g)	...	

Fr.

- h) ...
- i) Octroi d'une autorisation ou d'un préavis pour l'établissement et l'exploitation d'un téléphérique ou d'un skilift et contrôle des installations 150–3000
- j) Etablissement des rapports, documents et préavis relatifs à la sécurité aérienne 50–3000
- k) Octroi d'une autorisation ou d'un préavis pour l'établissement ou l'exploitation d'installations de transport par conduites de combustibles ou carburants liquides ou gazeux 500–5000
- l) Décision en matière de gestion de déchets (autorisation d'aménager et d'exploiter des décharges, exploitation d'installations d'élimination, transport de déchets spéciaux, vidange, assainissement, etc.) 100–5 000

Fr.

7. Autorisations accordées aux particuliers :
- a) ...
 - b) ...
 - c) ...
 - d) ...
 - e) ...
 - f) ...
8. Autorisation concernant la propriété privée :
- a) Délégation du droit
d'exproprier ou autorisation
d'exproprier sur le territoire 100–500
d'une tierce commune
 - b) Prononcé sur les oppositions à
l'expropriation 50–2000
 - c) Construction, reconstruction
ou transformation d'un
bâtiment à distance irrégulière
de la voie publique ou de la 50–1300
forêt

Fr.

d)	Installation permanente ou temporaire autorisée sous l'angle de la police des routes	50–1300
e)	Demande de permis (implanter, construire, démolir, exploiter des matériaux) – Examen et décision, lorsque ces opérations sont effectuées par des services et organes dépourvus d'un tarif propre en la matière	100–10 000
f)	...	
g)	Dérivation de sources ou de cours d'eau	50–500
h)	Défrichements de forêts	100–500
i)	Approbation de plans d'aménagements de forêts publiques ou privées	100–200
9.	Autorisations diverses :	
a)	Déclaration d'exequatur d'un jugement ou d'une liste de frais	50–300

Fr.

b)	...	
c)	...	
d)	...	
e)	Autorisation de pratiquer le prêt sur engagement du bétail	100
f)	Approbation de statuts et de règlements ou de leurs modifications	50–3000
g)	Reconnaissance d’exploitation agricole et d’estivage, de communauté d’exploitation et d’élevage	150–250
h)	...	
i)	Autorisation d’accueillir des enfants en milieu d’accueil extrafamilial	50–500
j)	...	

Naturalisation et renonciation à la nationalité

Fr.

10. ...

11. ...

Patentes

12. ...

12^{bis}. ...12^{ter}. ...

13. ...

13^{bis}. ...

14. ...

15. ...

16. ...

17.	Nomination et octroi d'une patente de notaire	600
-----	--	-----

18.	Autorisation pour le stage de notaire	120
	Renouvellement de l'autorisation	120

19.	Patente de géomètre	450
-----	---------------------	-----

Fr.

Légalisations

- | | | |
|-----|---|--------|
| 20. | Légalisation d’actes d’origine et d’état civil | 10 |
| 21. | Légalisation d’actes notariés, procurations, déclarations, etc. | 20–200 |
| | Pour la copie, l’émolument est réduit de moitié | |

Déclarations

- | | | |
|-----|---|---------|
| 22. | Etablissement d’un certificat de coutume, de nationalité, etc. | 50–200 |
| 23. | Autres déclarations ou attestations des services administratifs ou de la Chancellerie d’Etat | 50–400 |
| 24. | Préavis auprès d’autres autorités en faveur de communes, de paroisses et personnes morales de droit public placées sous la surveillance de l’Etat, ou de particuliers | 50–1500 |
| 25. | Délivrance de copies et d’extraits de procès-verbaux, par page | 3–5 |

		Fr.
	par copie (double)	1
	Photocopie, par page de format A4	0.50
26.	Démarches entreprises par l'administration cantonale en faveur de communes ou pour le service d'intérêts privés et consultations du même genre	50–1500
27.	a) Remise de caisse d'une commune	200–3000
	b) Plan financier d'une commune ou d'une association de communes	200–6000
	c) Expertises fiscales ou comptables	200–50 000
	d) Mise en route d'une comptabilité communale sur informatique	200–6000
	e) Assistance à la clôture des comptes communaux	150–2000
	f) Examen de règlement communal sans préavis final	50–3000
	g) Etablissement d'un avis de droit sollicité par une	

Fr.

	commune ou une association de communes (participation aux frais)	150–3500
28.	Décision prise par le Conseil d'Etat, une Direction ou un service administratif dans l'intérêt d'une personne physique ou morale, ou d'une corporation de droit public en tenant compte des dépenses spéciales (frais d'études, d'inspections, de déplacements, d'impression, d'expédition, de ports, de téléphone, etc.)	50–5000
29.	a) Prestations particulières des organes chargés de la gestion du guichet de cyberadministration de l'Etat	50–1000
	b) Interventions techniques particulières desdits organes	selon devis accepté
30.	Traduction officielle, par page	50–100

Surveillance des institutions de prévoyance et des fondations

Fr.

31. à ...
40.

Art. 2

L'émolument qui varie du minimum au maximum est proposé, respectivement fixé par les Directions intéressées ou la Chancellerie d'Etat. Ces mêmes autorités peuvent réduire ou remettre les émoluments dans les cas prévus par le code de procédure et de juridiction administrative.

Art. 3

Les émoluments fixés par le présent tarif sont payés respectivement à la Chancellerie d'Etat, à la Préfecture, aux Services financiers ou à la Direction intéressée, puis versés à l'Administration des finances. Les services intéressés tiennent les contrôles nécessaires et établissent trimestriellement les bordereaux de recette.

Art. 4

Une avance de frais peut être demandée au requérant conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

Art. 5

Sont réservés les tarifs spéciaux des Directions.

Art. 6

Le tarif des droits et émoluments administratifs du 24 décembre 1963 est abrogé.

Art. 7

Le présent tarif qui entre immédiatement en vigueur, sera publié dans la Feuille officielle, inséré au Bulletin des lois et imprimé en livrets.

Tableau des modifications – Par date d'adoption

Adoption	Elément touché	Type de modification	Entrée en vigueur	Source (ROF depuis 2002)
09.01.1968	Acte	acte de base	09.01.1968	BL/AGS 1968 f 15 / d 16
19.12.1972	Art. 1	modifié	01.01.1973	BL/AGS 1972 f 348 / d 349
29.12.1972	Art. 1	modifié	01.01.1973	BL/AGS 1972 f 372 / d 373
20.05.1974	Art. 1	modifié	01.01.1974	BL/AGS 1974 f 97 / d 97
03.03.1975	Art. 1	modifié	03.03.1975	BL/AGS 1975 f 27 / d 27
19.10.1976	Art. 1	modifié	01.01.1977	BL/AGS 1976 f 260 / d 266
13.12.1976	Art. 1	modifié	01.01.1977	BL/AGS 1976 f 384 / d 394
01.03.1977	Art. 1	modifié	01.03.1977	BL/AGS 1977 f 35 / d 36
30.12.1977	Art. 1	modifié	01.01.1978	BL/AGS 1977 f 333 / d 341
30.05.1978	Art. 1	modifié	01.06.1978	BL/AGS 1978 f 113 / d 113
26.06.1979	Art. 1	modifié	01.07.1979	BL/AGS 1979 f 127 / d 131
26.09.1983	Art. 1	modifié	01.01.1984	BL/AGS 1983 f 370 / d 376
07.11.1983	Art. 1	modifié	01.01.1984	BL/AGS 1983 f 408 / d 414
05.12.1983	Art. 1	modifié	01.01.1984	BL/AGS 1983 f 461 / d 467
26.02.1985	Art. 1	modifié	15.02.1985	BL/AGS 1985 f 59 / d 60
28.04.1987	Art. 1	modifié	01.07.1987	BL/AGS 1987 f 116 / d 119
03.12.1991	Art. 2	modifié	01.01.1992	BL/AGS 1991 f 753 / d 767
03.12.1991	Art. 4	modifié	01.01.1992	BL/AGS 1991 f 753 / d 767
17.12.1991	Art. 1	modifié	01.01.1992	BL/AGS 1991 f 847 / d 861
23.12.1991	Art. 1	modifié	01.01.1992	BL/AGS 1991 f 917 / d 932
28.09.1992	Art. 1	modifié	28.09.1992	BL/AGS 1992 f 389 / d 390
16.11.1992	Art. 1	modifié	01.01.1993	BL/AGS 1992 f 470 / d 471
23.03.1993	Art. 1	modifié	01.04.1993	BL/AGS 1993 f 203 / d 201
08.07.1997	Art. 1	modifié	08.07.1997	BL/AGS 1997 f 317 / d 320
18.08.1998	Art. 1	modifié	01.09.1998	BL/AGS 1998 f 399 / d 403
14.09.1998	Art. 1	modifié	01.01.1999	BL/AGS 1998 f 434 / d 439
02.03.1999	Art. 1	modifié	01.03.1999	BL/AGS 1999 f 86 / d 88
21.11.2000	Art. 1	modifié	01.01.2001	BL/AGS 2000 f 724 / d 701
05.12.2000	Art. 1	modifié	01.01.2001	BL/AGS 2000 f 793 / d 774
01.05.2001	Art. 1	modifié	01.07.2001	BL/AGS 2001 f 213 / d 216
04.09.2001	Art. 1	modifié	01.01.2002	BL/AGS 2001 f 357 / d 361
04.06.2002	Art. 1	modifié	01.06.2002	2002_046
14.11.2002	Art. 1	modifié	01.01.2003	2002_120
14.11.2002	Art. 3	modifié	01.01.2003	2002_120
03.12.2002	Art. 3	modifié	01.01.2003	2002_132
19.02.2008	Art. 1	modifié	01.01.2008	2008_021
30.11.2010	Art. 1	modifié	01.01.2011	2010_153
01.03.2011	Art. 1	modifié	01.03.2011	2011_019
21.06.2011	Art. 1	modifié	01.07.2011	2011_059
20.12.2011	Art. 1	modifié	01.01.2012	2011_148
11.11.2013	Art. 1	modifié	01.01.2014	2013_114
30.06.2015	Art. 1	modifié	01.07.2015	2015_070
01.09.2015	Art. 1	modifié	01.09.2015	2015_084
15.05.2017	Art. 1	modifié	01.06.2017	2017_041

Adoption	Elément touché	Type de modification	Entrée en vigueur	Source (ROF depuis 2002)
15.12.2025	Art. 1	modifié	01.01.2026	2025_109

Tableau des modifications – Par article

Elément touché	Type de modification	Adoption	Entrée en vigueur	Source (ROF depuis 2002)
Acte	acte de base	09.01.1968	09.01.1968	BL/AGS 1968 f 15 / d 16
Art. 1	modifié	19.12.1972	01.01.1973	BL/AGS 1972 f 348 / d 349
Art. 1	modifié	29.12.1972	01.01.1973	BL/AGS 1972 f 372 / d 373
Art. 1	modifié	20.05.1974	01.01.1974	BL/AGS 1974 f 97 / d 97
Art. 1	modifié	03.03.1975	03.03.1975	BL/AGS 1975 f 27 / d 27
Art. 1	modifié	19.10.1976	01.01.1977	BL/AGS 1976 f 260 / d 266
Art. 1	modifié	13.12.1976	01.01.1977	BL/AGS 1976 f 384 / d 394
Art. 1	modifié	01.03.1977	01.03.1977	BL/AGS 1977 f 35 / d 36
Art. 1	modifié	30.12.1977	01.01.1978	BL/AGS 1977 f 333 / d 341
Art. 1	modifié	30.05.1978	01.06.1978	BL/AGS 1978 f 113 / d 113
Art. 1	modifié	26.06.1979	01.07.1979	BL/AGS 1979 f 127 / d 131
Art. 1	modifié	26.09.1983	01.01.1984	BL/AGS 1983 f 370 / d 376
Art. 1	modifié	07.11.1983	01.01.1984	BL/AGS 1983 f 408 / d 414
Art. 1	modifié	05.12.1983	01.01.1984	BL/AGS 1983 f 461 / d 467
Art. 1	modifié	26.02.1985	15.02.1985	BL/AGS 1985 f 59 / d 60
Art. 1	modifié	28.04.1987	01.07.1987	BL/AGS 1987 f 116 / d 119
Art. 1	modifié	17.12.1991	01.01.1992	BL/AGS 1991 f 847 / d 861
Art. 1	modifié	23.12.1991	01.01.1992	BL/AGS 1991 f 917 / d 932
Art. 1	modifié	28.09.1992	28.09.1992	BL/AGS 1992 f 389 / d 390
Art. 1	modifié	16.11.1992	01.01.1993	BL/AGS 1992 f 470 / d 471
Art. 1	modifié	23.03.1993	01.04.1993	BL/AGS 1993 f 203 / d 201
Art. 1	modifié	08.07.1997	08.07.1997	BL/AGS 1997 f 317 / d 320
Art. 1	modifié	18.08.1998	01.09.1998	BL/AGS 1998 f 399 / d 403
Art. 1	modifié	14.09.1998	01.01.1999	BL/AGS 1998 f 434 / d 439
Art. 1	modifié	02.03.1999	01.03.1999	BL/AGS 1999 f 86 / d 88
Art. 1	modifié	21.11.2000	01.01.2001	BL/AGS 2000 f 724 / d 701
Art. 1	modifié	05.12.2000	01.01.2001	BL/AGS 2000 f 793 / d 774
Art. 1	modifié	01.05.2001	01.07.2001	BL/AGS 2001 f 213 / d 216
Art. 1	modifié	04.09.2001	01.01.2002	BL/AGS 2001 f 357 / d 361
Art. 1	modifié	04.06.2002	01.06.2002	2002_046
Art. 1	modifié	14.11.2002	01.01.2003	2002_120
Art. 1	modifié	19.02.2008	01.01.2008	2008_021
Art. 1	modifié	30.11.2010	01.01.2011	2010_153
Art. 1	modifié	01.03.2011	01.03.2011	2011_019
Art. 1	modifié	21.06.2011	01.07.2011	2011_059
Art. 1	modifié	20.12.2011	01.01.2012	2011_148
Art. 1	modifié	11.11.2013	01.01.2014	2013_114

Elément touché	Type de modification	Adoption	Entrée en vigueur	Source (ROF depuis 2002)
Art. 1	modifié	30.06.2015	01.07.2015	2015_070
Art. 1	modifié	01.09.2015	01.09.2015	2015_084
Art. 1	modifié	15.05.2017	01.06.2017	2017_041
Art. 1	Modifié	15.12.2025	01.01.2026	2025_109
Art. 2	modifié	03.12.1991	01.01.1992	BL/AGS 1991 f 753 / d 767
Art. 3	modifié	14.11.2002	01.01.2003	2002_120
Art. 3	modifié	03.12.2002	01.01.2003	2002_132
Art. 4	modifié	03.12.1991	01.01.1992	BL/AGS 1991 f 753 / d 767